

**RAPPORT N° 2025/3-05**  
**au bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 26 juin 2025**

**OBJET: ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LE CURAGE DES RESEAUX PUBLICS D'EAUX PLUVIALES ENTERRES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – LOT N°1 à 4. Autorisation de signer les marchés.**

**Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

Les enjeux portent essentiellement sur :

- La prévention des inondations et des débordements : il s'agit de garantir une évacuation optimale des eaux pluviales en éliminant les dépôts et obstructions dans les canalisations enterrées ;
- La protection de l'environnement et des milieux naturels : elle passe par la réduction des rejets polluants grâce à un entretien régulier des réseaux de collecte ;
- La pérennité et la performance des infrastructures : le curage permet d'assurer un bon fonctionnement durable du réseau et de faciliter la maintenance préventive.

L'amélioration de l'efficacité des réseaux d'eaux pluviales enterrés constitue un enjeu majeur pour la gestion durable du territoire. Dans un contexte de changement climatique et d'urbanisation croissante, il s'agit de limiter les risques d'inondation, de préserver la qualité des milieux aquatiques récepteurs, et de garantir la pérennité des infrastructures tout en optimisant les coûts d'entretien.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Le curage des canalisations, des regards et des caniveaux couverts ;
- La visite des canalisations.

Les procédures de consultation en vue de la passation de ces marchés se sont déroulées dans les conditions suivantes :

- Procédure : appel d'offres ouvert européen (publication BOAMP et JOUE).
- Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Sauf dénonciation du pouvoir adjudicateur, le marché est reconduit tacitement sans que la durée totale n'excède 4 années. Il peut être reconduit 3 fois pour une durée d'un an.
- Marché accord-cadre à bon de commande :
  - Lot n°1 : Saint-Denis EST (Montant min. 20 000,00 €HT annuel / Montant max. 320 000,00 €HT annuel) ;
  - Lot n°2 : Saint-Denis OUEST (Montant min. 20 000,00 €HT annuel / Montant max. 320 000,00 €HT annuel) ;
  - Lot n°3 : Sainte-Marie (Montant min. 20 000,00 €HT annuel / Montant max. 190 000,00 €HT annuel) ;
  - Lot n°4 : Sainte-Suzanne (Montant min. 20 000,00 €HT annuel / Montant max. 190 000,00 €HT annuel).
- Allotissement, Désignation et Coût prévisionnel :

Territoire de Saint-Denis	Coût prévisionnel (€ HT)
► Lot 1 : Saint-Denis EST	250 000,00 €
► Lot 2 : Saint-Denis OUEST	250 000,00 €
Territoire de Sainte-Marie	Coût prévisionnel (€ HT)
► Lot 3 : Sainte-Marie	150 000,00 €
Territoire de Sainte-Suzanne	Coût prévisionnel (€ HT)
► Lot 4 : Sainte-Suzanne	150 000,00 €

- Type de marché : Service
- Avis de marché transmis pour publication le 11 Avril 2025
- Date limite de remise des offres fixée au 16 Mai 2025 à 12h00 locale

Il a été procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

Pour le lot 1 :

1. OUEST SEPTIQUE
2. T2R
3. RTVS

4. SERVID
5. VIDANGE OI

Pour le lot 2 :

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-05-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

1. SUEZ RV
2. OUEST SEPTIQUE
3. T2R

4. RTVS
5. SERVID
6. VIDANGE OI

Pour le lot 3 :

1. SUEZ RV
2. T2R
3. SERVID
4. RTVS

5. VIDANGE OI
6. SAS OUEST SEPTIQUE VIDANGE

Pour le lot 4 :

1. T2R
2. RTVS
3. VIDANGE OI

4. SERVID
5. SAS OUEST SEPTIQUE VIDANGE

Après examen des candidatures lors de la commission d'appel d'offres en date du 18 juin 2025, il a été constaté qu'un candidat n'avait pas remis l'intégralité des pièces exigées. L'entreprise T2R n'ayant pas fourni de mémoire technique, son offre a été déclarée irrégulière pour les lots n°1 et 2. La commission a néanmoins agréé les candidats ayant présenté un dossier complet et conforme, au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres en séance du 18 juin 2025 a attribué les lots 1 à 4 aux prestataires ayant présenté les offres les plus économiquement avantageuses au vu des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique 40%, valeur environnementale 20% et prix 40%)

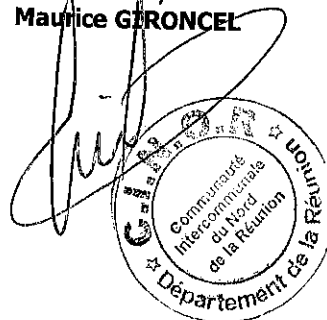
Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section fonctionnement : Chapitre 011 Charges à caractère générale.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Accord cadre a bons de commande pour le curage des réseaux publics d'eaux pluviales enterrés sur le territoire de la CINOR – lot n°1 à 4 ».
- m'autoriser à signer les marchés de travaux précités, avec les prestataires retenus par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 18 juin 2025.
- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, pour chacun des lots, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-05-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**DECISION N°2025/3-05  
du bureau de la Communauté  
en séance du 26 juin 2025**

**OBJET : AOO – ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LE CURAGE DES RESEAUX PUBLICS D'EAUX  
PLUVIALES ENTERRES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – LOT N°1 à 4. Autorisation de signer les  
marchés**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-05 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Accord cadre a bons de commande pour le curage des réseaux publics d'eaux pluviales enterrés sur le territoire de la CINOR – lot n°1 à 4 ».

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer les marchés de travaux précités, avec ces prestataires et pour les montants ci-après :

- Pour le lot n°1, avec l'entreprise Ouest Septique pour un montant de 77 179,00 €HT.
- Pour le lot n°2, avec l'entreprise Ouest Septique pour un montant de 154 358,00 €HT.
- Pour le lot n°3, avec l'entreprise Technologie Réseaux Réunion pour un montant de 89 731,00 €HT.
- Pour le lot n°4, avec l'entreprise Technologie Réseaux Réunion pour un montant de 89 731,00 €HT.

**ARTICLE 3**

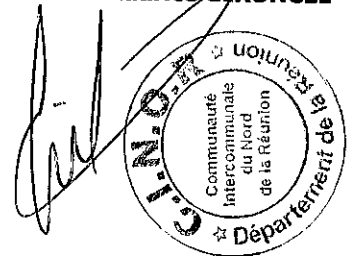
D'autoriser le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016.

Nombre de votants : 11
Suffrages exprimés : 11
Vote pour : 11
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250626-BC2025-3-05-DE Date de télétransmission : 09/07/2025 Date de réception préfecture : 09/07/2025
--